



Concertation des Collectifs des Associations Féminines de la Région des Grands-Lacs

COCAFEM / GL

Représentation et participation des femmes dans la gouvernance politique

Nairobi, 8 Septembre2019

Trademark Hotel

Présenté conjointement par:

- Mr Simon IDI**
- Mr Kabutware Claude**

Présentation du FFC

- Le FFC est un fonds d'appui à la promotion et à la défense des droits des femmes et des filles
- Il accorde un soutien technique et financier aux organisations des femmes et des filles pour construire un mouvement des femmes fort en RDC ,
- Présent sur toute l'étendue de la RDC, depuis son existence, il a financé 386 projets de droits des femmes de plus de 135 organisations féminines
- Pour la mise en œuvre de l'accord cadre, le FFC a dépense plus de 556,000\$ pour permettre aux femmes de renseigner sur la mise en œuvre des engagements de l'accord cadre d'Addis Abeba



Sommaire



Concertation des Collectifs des Associations Féminines de la Région des Grands-Lacs

COCAFEM / GL

- Contexte
- Progrès réalisés
- Défis
- Solutions proposées



Contexte

Eléments clés:

- Le cadre légal régional donne des provisions garantissant la paix , la stabilité et l'environnement politique favorable à la participation de la femme dans les instances de prise des décisions
- L'effectivité des instruments régionaux garantissant la représentation et la participation de la femme dans la gouvernance politique pose certains défis à relever:
 - ✓ respect des quota et parité à tous les niveaux aux postes nominatifs et électifs ,
 - ✓ la non occupation de postes stratégiques et des décisions au sein des partis politiques par les femmes,
 - ✓ la non présence des femmes dans les instances de négociation de la paix, médiation et gestion des conflits et au sein de l'exécutif et administration décentralisée,
 - ✓ non occupation des postes de commandement et des décision au sein des organes de défense et sécurité ainsi qu'au sein des services judiciaires et pénitentiaires



Progrès

- Progrès timides de la participation des femmes dans les instances politiques en:
 - RDC: 10% des femmes à l'assemblée nationale, 11% aux provinciales, 15% au sénat, 17% au gouvernement,
 - Rwanda: 61% à l'AN, 36% au sénat, 50% au gouvernement,
 - Burundi: 35% AN, 43% au sénat, 28% au gouvernement,
 - Ouganda: 37% AN, 37% au gouvernement,
 - RCA: 8,5% AN, 17% au gouvernement,
 - Sud Soudan: 27% AN, 13% au gouvernement,
 - Kenya: 21,9% AN, 42,55 % au sénat et 27% au gouvernement



- Engagement des femmes amélioré dans les processus électoraux et débats politiques au niveau des pays
Un nombre important des femmes qui occupent des postes stratégiques et de décision au niveau national: vice présidente de la république(TZ), présidentes de l'AN (RDC et RW et VP de l'AN du BDI), vice-présidente du sénat(RW et du BDI), vice-premier ministre(RDC), ministre, vice ministre, gouverneur, générales et haut gradées au sein de l'armée et police
- Adhésion massive des femmes et filles au sein des partis politiques



Défis



Concertation des Collectifs des Associations Féminines de la Région des Grands-Lacs

COCAFEM / GL

- Manque d'un cadre de concertation et de mentorat entre les femmes et filles seniors et juniors en politique et celles ayant des ambitions politiques au niveau national et régional,
- Les insensibilités de certains partis politiques sur le genre pour la non prise en compte de la dimension genre
- Certaines lois électorales ne tiennent pas compte des besoins et des priorités des femmes et filles dans les processus électoraux



- Le non respect de provision de quota et/ou parité dans les postes électifs et nominatifs au national
- L'influence négative des confessions religieuses sur les questions liées à la promotion du genre pose un défi à relever sur la participation politique des femmes
- Réticence de certaines en s'engager en politique



Solutions



Concertation des Collectifs des Associations Féminines de la Région des Grands-Lacs

COCAFEM / GL

- Créer des cadres de concertation et de mentorat entre les femmes et filles seniors et juniors en politique et celles ayant des ambitions politiques au niveau national et régional
- Créer un programme régional et/ou national de leadership et communication en faveur des femmes et filles politique
- Instaurer un système de suivi et de monitorat du respect de système de quotas et/ou parité des postes électifs et nominatifs au niveau régional, national et décentralisé
- Veuillez à ce que les partis politiques se dotent d'une stratégie genre et au respect de dispositions constitutionnelles sur le quotas



- s'assurer de la participation effective des femmes et filles dans le processus de prévention , gestion des conflits, médiation, négociation ainsi qu'à la consolidation de la paix et de réconciliation au niveau des Etats
- Implication effective des leaders religieux dans la promotion de l'égalité du genre, dans la gouvernance, gestion des conflits, la cohabitation pacifique des communautés et la lutte contre les VSBG
- Sensibilisation des femmes et filles au changement des mentalités

MERCI POUR VOTRE ATTENTION